

Unité interdépartementale Savoie/Haute-Savoie

Annecy, le 4 décembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Carrière VMO

MARLENS

1570 route Annecy Albertville

74 210 VAL DE CHAISE

Références : 20251119-RAP-InspCarVMO-VdeC-vs

Code AIOT : 0006101846

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/11/2025 de l'établissement Carrière VMO implanté 1570 Route Annecy Albertville, 74 210 VAL DE CHAISE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL VMO
- 1570 Route Annecy Albertville 74 210 VAL DE CHAISE
- Code AIOT : 0006101846
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société VMO éte autorisée à poursuivre l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de roches massives sur la commune de Val-De-Chaise par arrêté préfectoral du 27 janvier 2017 modifié pour une durée de 12 ans.

Le gisement a été estimé à 700 000 tonnes. Le rythme d'extraction autorisé est de 90 000 tonnes/an en moyenne et 120 000 t/an au maximum. Le remblayage total autorisé est d'environ 630 000 t pour la remise en état.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète. Il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « sans suite administrative » ;
- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une demande d'action corrective :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾
2	Suivi d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 27/01/2017, article 6	Demande d'action corrective

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Extraction	Arrêté Préfectoral du 27/01/2017, article 1.2	Sans objet
3	Bilan annuel des vibrations	Arrêté Préfectoral du 27/01/2017, article 52.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à ne pas proposer de suite administrative à Madame la préfète.

Cependant, au regard des constats, il est attendu de l'exploitant de réaliser des **actions correctives** dans le but d'un retour à la conformité pour le **Constat n° 2** (Plans d'exploitation).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/01/2017, article 1.2			
Thème(s) : Situation administrative, Extraction/Remblaiement			
Prescription contrôlée			
Nature de l'activité	Rubrique	Volume d'activité	Classement
Carrières (exploitation de). 1. Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées au 5 et 6	2510-1	<u>Gisement :</u> Tonnage restant 700 000 tonnes Prod moy : 50 000 tonnes/an Prod max : 80 000 tonnes/an <u>Remblaiement :</u> Volume total 450 100 m ³ Rythme max : 72 000 tonnes/an	A
Le volume de remblaiement est adapté afin d'optimiser la rotation en double fret.			
Constats : L'exploitant a justifié les quantités extraites en 2024. La production maximale autorisée n'a pas été dépassée. Aucun remblai n'a été accepté en 2024. Du fait de l'absence d'acceptation de remblais dans le cadre de la remise en état du site, le double fret a été ponctuel (uniquement lors de dépôts de recyclés).			
Type de suites proposées : Sans suite			

N° 2 : Suivi d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/01/2017, article 6
Thème(s) : Situation administrative, Plan d'exploitation
Prescription contrôlée Un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont reportés les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;• les voies d'accès et chemins menant à la carrière ;• les bords de la fouille ;• les courbes de niveau ;• les cotes d'altitude des points significatifs (niveau du fond de fouille...) ;• les dates des levés topographiques ;• les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ;• l'emprise des infrastructures (installations de traitement des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes, bassins de décantation...), des stocks de matériaux et

- des terres de découvertes ;
- la dénomination des parcelles cadastrales concernées ;
- l'emplacement exact du bornage ;
- la position des dispositifs de clôture et autres dispositifs d'interdiction de l'accès aux zones dangereuses ;
- les zones de stockage des déchets inertes et des terres non polluées provenant de l'activité d'extraction ;
- les zones de stockage de déchets inertes issus d'apports extérieurs.

Ce plan est réalisé par un géomètre, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.

Un plan de coupe (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente), avec des échelles horizontales et verticales égales, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité naturelle des fronts d'exploitation.

Ces plans (et annexes) sont mis à jour au moins une fois par an et copie en est adressée à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (Unité interdépartementale des deux Savoie).

Un exemplaire est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats

Nous avons vu en séance les derniers plans d'exploitation qui datent de décembre 2024. Nil' information concernant le bureau d'étude, ni la date des relevés, ni l'échelle ne sont présentes sur le plan.

L'ensemble des items demandés ne sont pas pas présents sur le plan. Les plans de coupe n'ont pas été réalisés. Par ailleurs, l'échelle n'est pas adaptée à la lecture des informations présentes (uniquement les cotes de certains points des fronts et du carreau figurent sur les plans). En l'état, le plan visualisé en séance est inexploitable.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Conformément à l'article 6 de l'arrêté préfectoral précité, l'inspection rappelle à l'exploitant, que les plans d'exploitation doivent être transmis à la DREAL tous les ans.

Pour le prochain relevé, c'est-à-dire, fin 2025, la transmission à la DREAL devra être réalisée sous format papier à une échelle correcte (a minima A0) avec l'ensemble des éléments demandés. Ils devront également comporter un cartouche avec la date des relevés, une échelle, l'orientation, une légende, le nom du bureau d'étude qui réalise les plans.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N°3 : Bilan annuel des vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/01/2017, article 52.5

Thème(s) : Risques accidentels, Vibrations

Prescription contrôlée :

Un registre est tenu à jour pour indiquer les caractéristiques techniques de chaque tir ainsi que les résultats des mesures.

Ce registre est tenu en permanence, durant toute la durée de l'exploitation, à la disposition de

l'inspection des installations classées. Un bilan des mesures lui est adressé chaque année.
L'objectif retenu est d'atteindre une vitesse particulaire pondérée inférieure à 3,5 mm/s.
Dès lors que la vitesse s'approchera de 3,5 mm/s au niveau des habitations, alors l'entreprise vérifiera les paramètres de minage et si nécessaire abaissera la charge unitaire pour les opérations de minage suivantes.

Constats :

L'exploitant tient un registre de l'ensemble des tirs effectués dans la carrière.
A la date de l'inspection, l'exploitant a réalisé 23 tirs.
Il ressort de ces éléments que l'objectif retenu d'atteindre une vitesse particulaire pondérée inférieure à 3,5 mm/s est atteint. La vitesse maximale pondérée maximale relevée sur les 23 tirs effectués est de 2,56 mm/s.

Type de suites proposées : Sans suite